

Alternatives Economiques lance son contre-indicateur du chômage

Guillaume Duval, 4 septembre 2017

Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, va rendre publique le 5 septembre une nouvelle présentation des chiffres du chômage. A *Alternatives Economiques*, nous nous sommes dit que c'était l'occasion de concrétiser un vieux projet : créer et publier régulièrement notre propre indicateur alternatif, avec l'ambition de représenter la situation du marché du travail en France de manière plus pertinente que les indicateurs officiels.

C'est chose faite : il s'agit du « taux de non-emploi en équivalent temps plein », qui se situe actuellement à 27,5 %. Cet indicateur, calculé par nos soins sur la base des données fournies chaque trimestre par l'enquête emploi de l'Insee, nous paraît plus représentatif des difficultés rencontrées sur le marché du travail que le taux de chômage classique. Il relativise aussi la situation française par rapport à celles d'autres pays dont les taux de chômage sont inférieurs au nôtre parce qu'ils ont privilégié le développement massif du travail à temps partiel féminin et les fortes inégalités qui l'accompagnent. Explications.

Le chômage, un phénomène difficile à cerner

Depuis de longues années cohabitent en France deux mesures distinctes du chômage : celle qui résulte des inscriptions administratives à Pôle emploi, publiées chaque mois, et celle issue des Enquêtes emploi, réalisées chaque trimestre par l'Insee. Ces deux sources donnent des résultats qui divergent sensiblement sans qu'on ait réussi jusqu'ici à comprendre précisément pourquoi.

De toute façon, la notion de chômage est en elle-même difficile à cerner. Le Bureau international du travail en donne une définition très restrictive : un chômeur est une personne en âge de travailler qui est, simultanément, sans emploi (c'est-à-dire qu'elle n'a pas travaillé ne serait-ce qu'une heure durant une semaine de référence), qui est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et qui a cherché activement un emploi durant le mois précédent. Mais cette définition ne permet manifestement pas d'appréhender toute la réalité du sous-emploi, ce qui a amené l'Insee à créer la notion de « halo du chômage », pour relativiser le fameux taux de chômage.

C'est la raison pour laquelle, nous avons choisi de privilégier une notion plus simple, et, à notre sens, plus pertinente pour apprécier la situation du marché du travail et son évolution : celle de non-emploi. Combien de personnes d'une tranche d'âge donnée n'occupent pas d'emploi ? Ce qui englobe à la fois les chômeurs au sens strict du terme et l'ensemble des personnes qui sont dites (à tort) « inactives », parce qu'elles sont découragées de chercher un emploi.

Le taux de chômage est généralement calculé par rapport à la population dite active (qui a ou cherche un emploi) âgée de 15 à 65 ans. Il ne nous semblait cependant pas pertinent d'apprécier le non-emploi sur la même palette d'âge. Il existe de bonnes raisons en effet pour qu'une partie significative des personnes âgées de plus de 60 ans ne soient plus en emploi, du fait notamment de la pénibilité des tâches qu'elles ont effectuées précédemment ou encore parce qu'elles ont commencé à travailler très tôt. L'âge minimal considéré comme acceptable pour le départ en retraite fait lui-même l'objet d'un débat au sein de la société française.

Le temps partiel, vecteur d'inégalités

De même avant 25 ans, il est socialement utile qu'une part significative des jeunes ne soit pas en emploi mais en formation initiale même s'il serait évidemment souhaitable également que ceux qui cherchent un emploi puissent en trouver plus aisément qu'aujourd'hui. L'objectif qui nous semble en revanche pouvoir rassembler un large consensus au sein de notre société, c'est que celle-ci doive être capable d'offrir un emploi à toutes les personnes âgées de 25 à 60 ans. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de limiter à cette seule tranche d'âge le calcul de notre indice de non-emploi.

Enfin, les emplois sont caractérisés par des durées du travail très variables. Le développement du temps partiel, qui touche très majoritairement des femmes, est un vecteur privilégié à la fois des inégalités hommes-femmes sur le marché du travail et du développement de la pauvreté laborieuse, les personnes qui, bien qu'en emploi, en tirent des revenus insuffisants pour vivre. De plus, la distinction qu'on établit souvent pour apprécier le sous-emploi entre un temps partiel qui serait «voulu» et un autre qui serait «subi» nous paraît très fragile car très dépendante des conditions établies par ailleurs par la société notamment en matière d'éducation et de modes de gardes des enfants.

C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de corriger le taux de non-emploi brut, obtenu quand on décompte simplement le nombre de personnes sans emploi, en ne prenant en compte le travail à temps partiel qu'au prorata de la durée du travail à temps plein : au deuxième trimestre 2017, 65,1 % des Français de 25 à 59 ans avaient ainsi un emploi à temps plein et 13,7 % un emploi à temps partiel, soit au total 78,9 % de personnes en emploi et donc 21,1 % de taux de non-emploi. Mais la durée du travail à temps partiel n'est en moyenne que de 56 % du temps plein, nous avons donc ramené les 13,7 % de taux d'emploi à temps partiel à 7,7 % en équivalent temps plein et du coup le taux de non-emploi en équivalent temps plein se monte lui à 27,2 %.

Il ne nous semblerait pas souhaitable en effet de régler la question du chômage en multipliant les petits boulots à temps très partiel : chacun doit pouvoir accéder à un emploi à temps plein. La durée du travail correspondant à ce temps plein peut (et devrait) en revanche évidemment être elle-même réduite à la fois pour atteindre plus rapidement cet objectif de plein emploi et pour améliorer la qualité de vie des personnes, comme cela a été fait à de nombreuses reprises depuis le XIX^e siècle et encore dernièrement avec le passage aux 35 heures au tournant du nouveau siècle...

Le taux de non-emploi stagne

Taux de non-emploi en équivalent temps plein

en % de la population âgée de 25 à 59 ans, moyenne sur 4 trimestres glissants



Source : Eurostat, calculs Alternatives Economiques

Si on se livre à cet exercice sur la base des enquêtes emploi de l'Insee (qui étaient annuelles avant 2003 et sont devenues trimestrielles depuis) on constate que ce taux de non-emploi en équivalent temps plein a chuté de 31,3 % en 1998 à 28 % en 2003 (grâce en particulier au passage aux 35 heures) avant de baisser à nouveau sensiblement entre 2006 et 2008 pour descendre à 26,1 %.

L'effet de la crise

Avec la crise, ce taux de non-emploi est remonté cependant de façon quasiment continue jusqu'à culminer de nouveau à 28 % en 2015. Il a baissé depuis et se situait à 27,5 % au deuxième trimestre 2017 (lissé en moyenne sur les 4 derniers trimestres pour limiter les écarts saisonniers). Ce taux reste cependant encore très supérieur au niveau d'avant-crise et n'a toujours pas retrouvé le niveau de 2012.

Chômage et non-emploi : des courbes qui suivent la même tendance

Comparaison du taux de non-emploi en équivalent temps plein en % de la population âgée de 25 à 59 ans et du taux de chômage en % de la population active des 15-64 ans sur 4 trimestres glissants



Source : Eurostat, calculs Alternatives Economiques

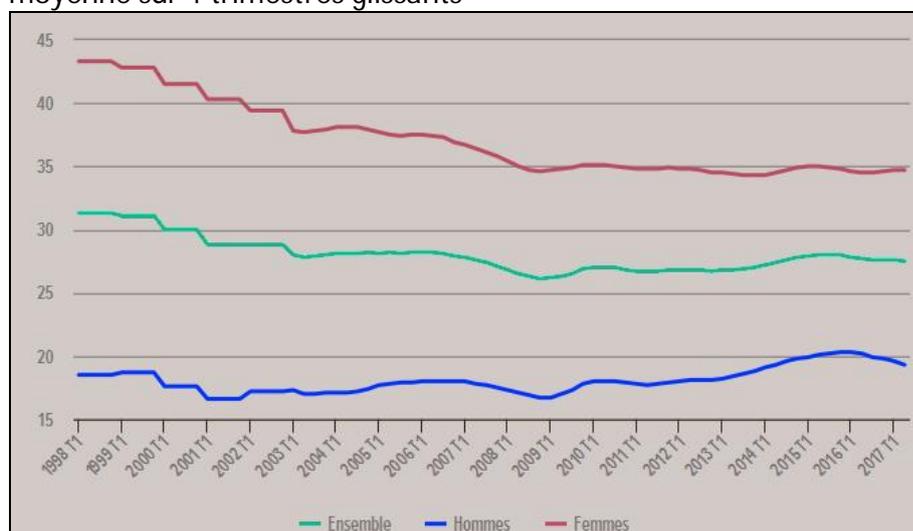
Si on compare le taux de chômage classique au taux de non-emploi en équivalent temps plein, on constate, sans surprise, que les deux courbes suivent des profils assez proches. Le taux de non-emploi se situant cependant à un niveau beaucoup plus élevé que le taux de chômage : celui-ci oscille en effet autour de 10 %, tandis que le taux de non-emploi se situe quant à lui au dessus de 25 %.

Une autre image de la situation du marché du travail

Entre 1998 et 2003, le taux de chômage avait cependant plus reculé que le taux de non-emploi. Depuis lors en revanche, le taux de chômage est remonté davantage et l'écart entre les deux courbes qui était de 20 points en 2003, n'est plus que de 17,7 points aujourd'hui. Un effet de la hausse du taux d'activité des femmes intervenu depuis lors.

Hommes et femmes face au non-emploi

Taux de non-emploi en équivalent temps plein en % de la population âgée de 25 à 59 ans, moyenne sur 4 trimestres glissants



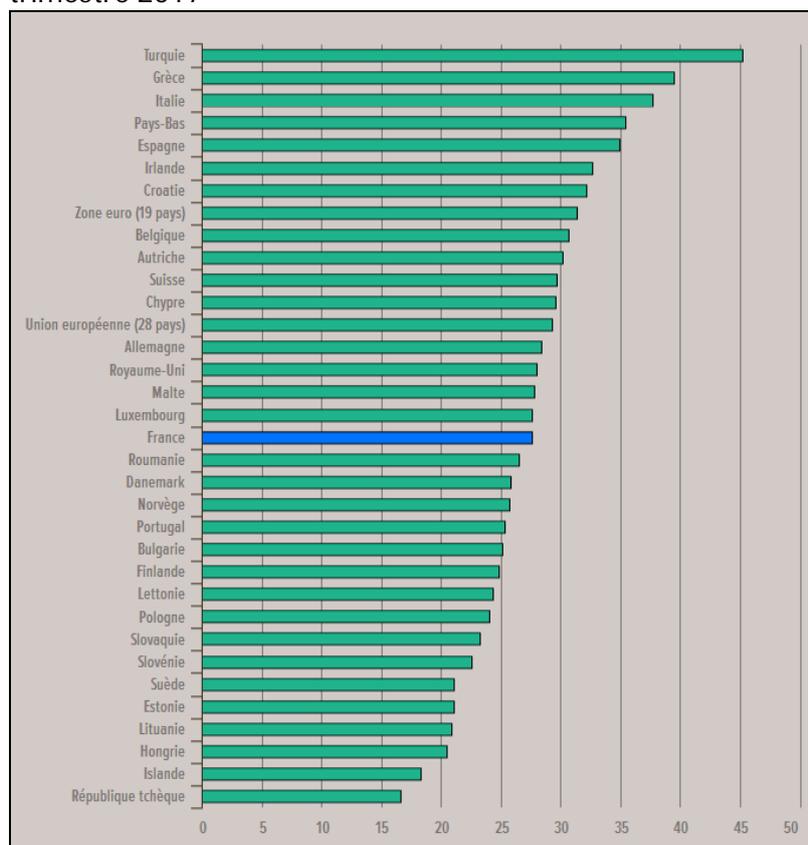
Source : Eurostat, calculs Alternatives Economiques

C'est surtout quand on observe le taux de non-emploi en équivalent temps plein sous l'angle du genre, que l'écart devient massif avec le taux de chômage classique. Le taux de chômage des hommes et celui des femmes se sont en effet beaucoup rapprochés ces dernières années. Depuis 2012, le taux de chômage des hommes est même devenu, pour la première fois, légèrement supérieur à celui des femmes. Le taux de non-emploi à temps plein donne cependant une tout autre image de la situation sur le marché du travail : celui des femmes reste en effet supérieur de 15 points à celui des hommes et plus d'une femme sur trois reste ainsi exclue de l'accès au temps plein sur le marché du travail.

Cet écart était cependant supérieur à 25 points en 1998. Il était déjà descendu à 20 points en 2003 grâce notamment au passage aux 35 heures qui avait profité davantage à l'emploi des femmes. Et il a continué à se réduire depuis malgré la crise. Celle-ci s'est traduite en effet par un coup d'arrêt à la baisse du taux de non-emploi des femmes, qui s'est stabilisé à un niveau élevé. Tandis que le taux de non-emploi des hommes s'est, lui, sensiblement accru durant la crise, dépassant pour la première fois les 20 %. Même s'il a baissé un peu depuis deux ans, il reste encore à un niveau très supérieur au niveau d'avant crise. Ce qui n'est pas le cas pour les femmes.

Non-emploi : la France sous la moyenne européenne

Taux de non-emploi en équivalent temps en % de la population de 25 à 59 ans au premier trimestre 2017



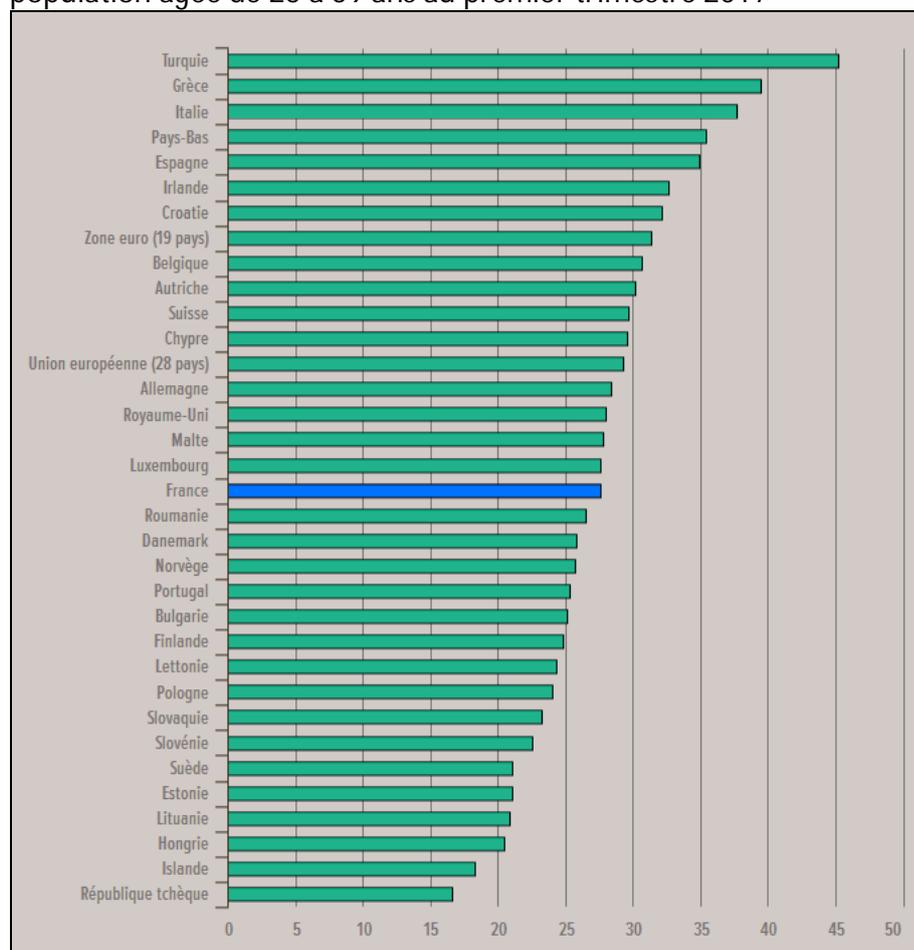
Source : Eurostat, calculs Alternatives Economiques

Si on compare la situation de la France selon cet indicateur de non emploi en équivalent temps plein avec celle de nos voisins européens (ce qui n'est possible que pour le premier trimestre 2017) on constate que le pays qui est aujourd'hui le plus proche du plein emploi en Europe c'est la République tchèque, où seuls 16,6 % des 25-59 ans ne sont pas en emploi en équivalent temps plein, onze points de moins qu'en France. La République tchèque est suivie dans ce classement par de nombreux autres pays d'Europe centrale et orientale ainsi que par les pays scandinaves. La France n'est pas bien placée : elle n'est que 17^{ème}.

Avec 27,6 % de taux de non-emploi en équivalent temps plein, elle se situe cependant au-dessus de la moyenne européenne qui est de 29,3 %. Et très au-dessus de la moyenne de la zone euro de 31,6 %. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, la France est en effet légèrement mieux placée que le Royaume Uni – 28 % – et l'Allemagne – 28,4 % – et sa situation en termes de non-emploi est bien meilleure que celle de l'Espagne – 35 % – ou de l'Italie – 37,7 %. Bref, cet indicateur bouleverse la hiérarchie que fait apparaître le taux de chômage classique en relativisant notamment les « succès » britannique ou allemand en matière d'emploi.

Moins de temps partiel en France qu'ailleurs

Comparaison des taux de non-emploi brut et en équivalent temps plein en % de la population âgée de 25 à 59 ans au premier trimestre 2017



Source : Eurostat, calculs Alternatives Economiques

S'il en est ainsi, c'est parce qu'ailleurs en Europe le travail à temps partiel féminin est beaucoup plus fréquent qu'en France et que la durée de ces temps partiels est elle-même beaucoup plus courte. En France, le taux de non-emploi brut des 25-59 ans est de 21,7 %. Quand on le corrige de l'effet du temps partiel, il monte à 27,6 %, soit 5,9 points de plus... Mais au Royaume Uni, le taux brut de non emploi n'est que de 18,2 %, 3,5 points de moins qu'en France. Il monte cependant à 28 % – presque dix points de plus – si on tient compte des temps partiels. L'écart est encore plus grand en Allemagne où ce taux brut est de 16,6 % et passe à 28,4 % en équivalent temps plein, quasiment douze points de plus...

Choix de société

Le choix d'un indicateur reflète toujours des choix de société : quand on privilégie le taux de chômage classique pour apprécier la situation du marché du travail, on considère forcément comme secondaires les inégalités – et en particulier les inégalités hommes-femmes – induites par les différences de taux d'activité et le développement du travail à temps partiel. Avec notre indicateur de non-emploi en équivalent temps plein, on peut réellement suivre les progrès (ou les reculs) de nos sociétés sur la voie qui mène à un plein emploi égalitaire, notamment entre hommes et femmes.